

Communiqué de l'Assemblée en lutte suite à la mort de Rémi Fraisse
Paris, Dimanche 2 novembre

On peut dire que ce dimanche à Paris la répression policière a passé une étape...

Jeudi 30, l'assemblée suite à la mort de Rémi Fraisse ainsi que certaines organisations décident d'appeler à une manifestation le dimanche 2 novembre. Non seulement, la préfecture interdit cette manifestation mais elle descend au petit matin chez les deux personnes ayant déclaré la manifestation pour les impressionner, leur faire peur, les dissuader de continuer à organiser cette mobilisation. Sous la pression policière, les organisations se rétractent.

Le dimanche matin, une centaine de policiers quadrille la ville de Montreuil. Elle contrôle les métros et encercle un lieu d'activités sociales et d'organisation politique. Elle veut empêcher que les tracts et les banderoles arrivent à la manif. A 14h, une vingtaine de personnes sortent du lieu pour se rendre au départ de la manif. Ils sont contraints de cacher les tracts dans leurs pantalons. Ils sont tous arrêtés préventivement. Ils passeront quatre heures au commissariat.

Pendant ce temps-là le 19e, le 20e et le 10e arrondissement sont quadrillés par des milliers de policiers qui contrôlent et fouillent à tours de bras. Malgré cela, plusieurs centaines de personnes bravent l'interdiction et parviennent à former un rassemblement. Quelques tentatives de départ en manifestation échoueront devant l'ampleur du dispositif policier. 140 arrestations ont lieu pour tout et n'importe quoi : distribution de tracts, port d'un casque de vélo... Ce soir à notre connaissance, au moins 18 personnes sont en garde à vue pour entre autre « attroupement non armé en vue de commettre des dégradations ».

On est arrêté et inculpé sur la base de supposition d'intention alors qu'eux viennent de tuer l'un des nôtres ?

Mais la répression ne s'arrête pas là. Le niveau de désinformation et de mensonge produit par le gouvernement et véhiculé par les médias vient couronner le tout. Alors qu'il n'a rien pu se passer à Paris, qu'il était très difficile de se réunir, que la police avait instauré un climat de peur, les articles de journaux parlent de débordements, reprenant tel quel les communiqués de la préfecture sans aucune autre source. En focalisant le débat sur la violence des manifestants, le gouvernement divise le mouvement et occulte la violence initiale, celle qui a tué Rémi, celle de la police qui tue et mutilé quotidiennement. Vendredi à Blois, un jeune homme a perdu un œil suite à un tir de flashball. Samedi à Nantes deux personnes ont été grièvement blessées au nez et à l'œil par des tirs de flashball.

Pour que la mobilisation continue, il nous faut sortir de la nasse militaire et médiatique dans laquelle on veut enfermer notre colère.

Soyons nombreux et nombreuses, à venir largement, à l'assemblée générale qui se tiendra ce mardi 4 novembre à la Parole Errante à 19h,
9 rue François Debergue 93100 Montreuil